

4° celui qui, en application de l'article 8, transporte de l'engrais animal provenant des espèces animales énumérées à l'article 5 sans que la convention écrite visée à l'article 8 est approuvée ou conclue;

5° celui qui, en infraction à l'article 21, n'acquitte pas la redevance prescrite dans le délai prévu;

6° celui qui s'oppose à l'exécution des missions de contrôle, de surveillance et de dépistage dont sont chargées les personnes visées aux articles 35 et 36.

§ 3. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

1° celui qui, en infraction à l'article 9, écoule l'engrais animal produit par son entreprise en violation des dispositions du présent décret ou ne fournit pas la preuve qu'il est satisfait auxdites dispositions;

2° celui qui épand sur une terre arable une quantité d'engrais supérieure aux maxima prévus aux articles 14 et 15;

3° celui qui, en infraction à l'article 16, rejette de l'engrais animal dans les égouts publics ou dans une eau de surface ou l'épand sur des voies publiques, des accotements et tout lieu autre que des terres arables.

Art. 38. L'employeur est civilement responsable de l'acquittement des frais de justice auxquels ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

CHAPITRE XII. — Dispositions modificatives et finales

Art. 39. L'article 6 du décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande terrienne est complété par un § 5 libellé comme suit :

« § 5. La Société est également chargée des missions qui sont dévolues à la « Mestbank » conformément au décret portant réglementation de la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrains. »

Art. 40. L'article 4 du décret du 4 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines ainsi que l'arrêté de l'Exécutif flamand du 1er mars 1989 fixant les conditions auxquelles et déterminant les cas dans lesquels des dérogations peuvent être accordées à l'interdiction de déverser directement ou indirectement, d'épandre, de déposer ou de stocker sur ou dans le sol, des matières fécales d'origine animale sous forme liquide provenant d'un territoire extérieur à la Belgique et désignant l'autorité publique pouvant autoriser ces dérogations, sont abrogés.

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif flamand, à l'exception des dispositions de l'article 17, 1^{er}, 2^o, qui entrent en vigueur 12 mois de calendrier plus tard.

Promulgions le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 janvier 1991.

Pour le Président de l'Exécutif flamand,

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget, absent

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSSSENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,

T. KELCHTERMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 536

11 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant approbation de la création du « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne »

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 déterminant le contenu du dossier de la demande d'approbation, en exécution de l'article 5 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

Vu les délibérations des conseils communaux de Burdinne en date du 26 mars 1987, de Braives en date du 17 mars 1987, de Wanze en date du 14 mai 1987 et de Héron en date du 2 juillet 1987 instituant entre ces communes une association de fait dont l'objet prévoit la faculté de prendre l'initiative de créer un parc naturel, et instituant un comité d'étude chargé d'établir un rapport et un avant-projet de parc naturel;

Vu le projet de création du parc naturel notifié à l'Exécutif régional wallon en date du 24 mars 1989;

Vu les rapports d'enquête publié et notamment les réunions de concertation tenues le 12 juin 1989 pour la commune de Braives, le 15 juin 1989 pour la commune de Wanze, le 4 septembre 1989 pour la commune de Burdinne et le 6 septembre 1989 pour la commune de Héron;

Vu les avis des communes concernées émis le 22 juin 1989 pour la commune de Wanze, le 4 juillet 1989 pour la commune de Braives, le 5 septembre 1989 pour la commune de Burdinne et le 31 octobre 1989 pour la commune de Héron;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature en date du 5 février 1990;

Vu l'avis favorable du Conseil économique et social de la Région wallonne en date du 5 février 1990;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale wallonne d'aménagement du territoire en date du 6 février 1990;

Vu l'avis favorable de la Députation provinciale de Liège en date du 8 février 1990;

Vu la consultation de l'Exécutif de la Communauté française en date du 8 décembre 1989;

Vu la décision de créer le parc naturel sous la dénomination « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne » adoptant le plan de gestion et fixant les limites du parc concrétisée par la délibération identique des conseils communaux de Braives en date du 16 mars 1990, Burdinne en date du 3 avril 1990, Wanze en date du 26 avril 1990 et Héron en date du 4 mai 1990.

Vu la demande d'approbation adressée à l'Exécutif en date du 11 mai 1990;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

Arrête :

Article 1^e. La décision de créer un parc naturel sous la dénomination « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne », d'en fixer les limites et d'établir un plan de gestion, adoptée par l'association des communes de Braives, Burdinne, Héron et Wanze est approuvée.

Art. 2. Le pouvoir organisateur du parc est constitué par l'association de fait créée par les communes de Braives, Wanze, Burdinne et Héron.

Art. 3. Le territoire du « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne » est délimité par la carte jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 1990.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION!

D. 91 — 536

**11. JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Genehmigung der Errichtung des
« Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne »**

Die Wallonische Regionalexekutive,

Auf Grund des Dekretes vom 16. Juli 1985 über die Naturparks;

Auf Grund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987 zur Bestimmung des Inhalts der Akte zum Genehmigungsantrag in Durchführung von Artikel 5 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks;

Auf Grund der Gemeinderatsbeschlüsse von Burdinne vom 26. März 1987, von Braives vom 17. März 1987, von Wanze vom 14. Mai 1987 und von Héron vom 2. Juli 1987 betreffend die Gründung zwischen diesen Gemeinden eines nicht rechtsfähigen Verbandes, der die Initiative ergreifen kann, einen Naturpark zu errichten und einen Studienausschuss zu gründen, der mit der Erstattung eines Berichtes und der Erstellung eines Vorprojektes zum Naturpark beauftragt ist;

Auf Grund des Projektes zur Errichtung des Naturparks, das der Wallonischen Regionalexekutive am 24. März 1989 zugestellt worden ist;

Auf Grund der Berichte über die öffentliche Untersuchung, und insbesondere über die Konzertierungsversammlungen der Gemeinden Braives am 12. Juni 1989, Wanze am 15. Juni 1989, Burdinne am 4. September 1989 und Héron am 8. September 1989;

Auf Grund der durch die interessierten Gemeinden abgegebenen Gutachten, d.i. am 22. Juni 1989 für die Gemeinde Wanze, am 4. Juli 1989 für die Gemeinde Braives, am 5. September 1989 für die Gemeinde Burdinne und am 31. Oktober 1989 für die Gemeinde Héron;

Auf Grund des günstigen Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur vom 5. Februar 1990;

Auf Grund des günstigen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vom 5. Februar 1990;

Auf Grund des günstigen Gutachtens der Wallonischen Regionalkommission für Raumordnung vom 6. Februar 1990;

Auf Grund des günstigen Gutachtens der Permanentdeputation von Lüttich vom 8. Februar 1990;

Auf Grund der am 8. Dezember 1989 erfolgten Befragung der Exekutive der Französischen Gemeinschaft;

Auf Grund des Beschlusses zur Errichtung des Naturparks unter der Bezeichnung « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne », zur Annahme des Planes für die Verwaltung und zur Festlegung der Grenzen des Parks, welcher mit identischem Beschluss der Gemeinderäte von Braive, am 16. März 1990, von Burdinne am 26. April 1990 und von Héron am 4. Mai 1990 konkretisiert worden ist;

Auf Grund des bei der Exekutive am 11. Mai 1990 eingereichten Genehmigungsantrages;

Auf Vorschlag des Ministers für Beschäftigung beauftragt mit der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und mit den Industriezonen,

Beschliesst :

Artikel 1. Der Beschluss zur Errichtung eines Naturparks unter der Bezeichnung « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne » (Naturpark der Täler der Burdinale und der Méhaigne), zur Festlegung dessen Grenzen und Erstellung eines Verwaltungsplanes, welcher durch die Assoziation der Gemeinden von Braives, Burdinne, Héron und Wanze angenommen worden ist, wird genehmigt.

Art. 2. Die veranstaltende Behörde des Parks ist der nicht rechtsfähige Verband, welcher durch die Gemeinden Braives, Wanze, Burdinne und Héron gegründet worden ist.

Art. 3. Die Grenzen des Gebietes des « Parc naturel de la vallée de la Burdinale et de la Méhaigne » sind diejenigen, die in der diesem Erlass beigelegten Karte wiedergegeben sind.

Art. 4. Der für die Erhaltung der Natur zuständige Minister wird mit der Ausführung dieses Erlases beauftragt.

Namür, den 11. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und mit dem Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister für Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und mit den Industriezonen,

E. HISMAN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 536

**11 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
houdende goedkeuring van de inrichting van het
« Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne »**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decrete van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 houdende bepaling van de inhoud van het dossier van verzoek tot goedkeuring bij toepassing van artikel 5 van het dekreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken;

Gelet op de beraadslagingen van de gemeentebesturen van Burdinne op 26 maart 1987, van Braives op 17 maart 1987, van Wanze op 14 mei 1987 en van Héron op 2 juli 1987 tot instelling tussen deze gemeenten van een feitelijke vereniging waarvan het doel de mogelijkheid voorziet het initiatief te nemen een natuurpark in te richten en tot instelling van een studiecomité belast met het opstellen van een verslag en van een voorontwerp van natuurpark;

Gelet op het inrichtingsontwerp van een natuurpark betekend aan de Waalse Gewestexecutieve op 24 maart 1988;

Gelet op de verslagen van openbaar onderzoek en inzonderheid op de overlegvergaderingen gehouden op 12 juni 1989 in de gemeente Braives, op 15 juni 1989 in de gemeente Wanze, op 4 september 1989 in de gemeente Burdinne en op 8 september 1989 in de gemeente Héron;

Gelet op de advisen van de betrokken gemeenten gegeven op 22 juni 1989 voor de gemeente Wanze, op 4 juli 1989 voor de gemeente Braives, op 5 september 1989 voor de gemeente Burdinne en op 31 oktober 1989 voor de gemeente Héron;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud d.d. 5 februari 1990;

Gelet op het gunstig advies van de Economische en Sociale Raad van het Waalse gewest d.d. 5 februari 1990;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse gewestelijke commissie van ruimtelijke ordening d.d. 6 februari 1990;

Gelet op het gunstig advies van de Provinciale Deputatie van Luik d.d. 8 februari 1990;

Gelet op het advies van Franse Gemeenschapsexecutieve d.d. 8 december 1989;

Gelet op de beslissing geconcretiseerd door de identieke beraadslaging van de gemeenteraden van Braives op 16 maart 1990, van Burdinne op 3 april 1990, van Wanze op 26 april 1990 en van Héron op 4 mei 1990 een natuurpark in te richten onder de benaming « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne » waarbij het beheerplan aangenomen wordt en de grenzen van het park vastgesteld worden;

Gelet op de aanvraag tot goedkeuring gericht aan de Executieve op 11 mei 1990;

Op de voordracht van de Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting, het Natuurbehoud en de Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. De door de vereniging der gemeenten Braives, Burdinne, Héron en Wanze aangenomen beslissing een natuurpark in te richten onder de benaming « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne », er de grenzen van te bepalen en een beheerplan op te stellen is goedgekeurd.

Art. 2. De inrichtende macht van het park bestaat uit de feitelijke vereniging opgericht door de gemeenten Braives, Wanze, Burdinne en Héron.

Art. 3. Het grondgebied van de « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne » wordt afgebakend bij middel van de in bijlage bij onderhavig besluit gevoegde kaart.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namur, 11 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting,
het Natuurbehoud en de Industriegebieden,

E. HISMAN

